



Bernardswiller

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 20 MARS 2026

Sous la présidence de Monsieur Christian SOSSLER, Maire, en présence de tous les membres du Conseil Municipal.

Secrétaire de séance : Baptiste EBEL

ORDRE DU JOUR

1. Approbation du procès-verbal de la réunion du 2 mars 2026
2. Désignation d'un secrétaire de séance
3. Installation du Conseil Municipal
4. Election du Maire
5. Fixation du nombre d'adjoints
6. Election des adjoints au scrutin de liste
7. Fixation des indemnités de fonctions du Maire et adjoints
8. Lecture de la charte de l'élu local
9. Délégations d'attributions du Conseil Municipal au Maire
10. Désignation des membres du Comité Syndical de la Brigade Verte d'Alsace
11. Approbation de devis
12. Convention de mise à disposition de personnel contractuel par le service intérim du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Bas-Rhin
13. Divers

1. Approbation du procès-verbal de la réunion du 2 mars 2026

Le procès-verbal n'a pas pu être soumis pour approbation en raison du changement de composition du Conseil Municipal.

2. Désignation d'un secrétaire de séance

Monsieur Baptiste EBEL, est désigné en qualité de secrétaire par le Conseil Municipal en application de l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales.

3. Installation du Conseil Municipal

Voir procès-verbal de l'élection du Maire et adjoints en annexe.

4. Election du Maire

Voir procès-verbal de l'élection du Maire et adjoints en annexe.

5. Fixation du nombre d'adjoints

Voir procès-verbal de l'élection du Maire et adjoints en annexe.

6. Election des adjoints au scrutin de liste

Voir procès-verbal de l'élection du Maire et adjoints en annexe.

7. Fixation des indemnités de fonctions du Maire et adjoints

Le Maire rappelle que lors de sa réunion d'installation ce jour vendredi 20 mars 2026, le Conseil Municipal a décidé de créer un poste d'adjoint supplémentaire (quatre au lieu de trois adjoints précédemment).

Pour rappel, le Maire, élu en 2020, M. Norbert MOTZ est décédé en juillet dernier. Les élections municipales programmées moins d'un an après, le Maire, nouvellement élu en juillet 2025, M. Christian SOSSLER, a souhaité terminer ce mandat avec les trois adjoints déjà en poste. Aujourd'hui, il souhaite à nouveau quatre adjoints.

De plus, Il explique également sa volonté de rester dans une enveloppe financière allouée à un Maire et quatre adjoints et propose de réduire proportionnellement les indemnités à la fois du Maire et des adjoints.

a) Indemnités de fonction du Maire :

Le Conseil Municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2123-20 et suivants,

VU sa délibération du 20 mars 2026 portant élection du Maire et des adjoints au Maire,

CONSIDERANT qu'il appartient au Conseil Municipal de fixer dans les conditions prévues par la loi, l'indemnité de fonction versée au Maire, étant entendu que les crédits nécessaires seront inscrits au budget communal,

CONSIDERANT que, dans les communes de 1000 à 3 499 habitants, cette indemnité s'élève au maximum à 55,7% de l'indice de rémunération 1027 de la Fonction Publique,

APRES en avoir discuté et après délibération, DECIDE à l'unanimité :

- de fixer le montant des indemnités pour l'exercice effectif de la fonction de Maire au taux de 45,80% de l'indice de rémunération 1027 de la fonction publique.

b) Indemnités de fonction des adjoints :

Le Conseil Municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2123 - 20 et suivants,

VU sa délibération du 20 mars 2026 portant élection du Maire et des adjoints au Maire,

CONSIDERANT qu'il appartient au Conseil Municipal de fixer dans les conditions posées par la loi, les indemnités de fonctions versées aux adjoints au Maire, étant entendu que des crédits nécessaires sont prévus au budget.

CONSIDERANT que dans les communes de 1000 à 3 499 habitants, ces indemnités s'élèvent au maximum à 21,38% de l'indice de rémunération 1027 de la Fonction Publique,

APRES en avoir discuté et après délibération, DECIDE, à l'unanimité :

- de fixer le montant des indemnités pour l'exercice effectif des fonctions d'adjoint au Maire, au taux de 18,00% de l'indice de rémunération 1027 de la Fonction Publique,

La présente délibération devient exécutoire après sa transmission au contrôle de légalité de la préfecture.

8. Lecture de la charte de l' élu local

Selon la loi n° 2015-366 du 31 mars 2015, le Maire donne lecture de la charte de l' élu local, prévue à l'article L. 1111-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Un exemplaire de la charte de l' élu local est distribué à chaque conseiller municipal.

9. Délégations d'attributions du Conseil Municipal au Maire

Le Maire expose à l'assemblée qu'outre les attributions exercées de droit par le Maire (art. L.2122-21 du CGCT), l'article L.2122-22 du CGCT permet au Conseil Municipal de déléguer pour la durée de son mandat, certaines attributions incombant normalement au Conseil Municipal en permettant de la sorte des prises de décision rapides par l'exécutif municipal.

Le Maire indique que l'article L.2122-22 du CGCT permet de donner délégation au Maire en trente-et-une matières, en tout ou partie, le Conseil Municipal étant ainsi totalement libre de choisir parmi ces matières celles qui lui seront déléguées. Il précise que si ces délégations peuvent être données pour la durée du mandat, l'assemblée délibérante peut décider à tout moment d'y mettre fin.

Le Maire indique en outre que, sauf à ce que le Conseil Municipal s'y oppose expressément, le Maire dispose de la faculté de subdéléguer à un adjoint ou à un conseiller municipal, les délégations qui lui sont données par l'organe délibérant dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article L.2122.18 du CGCT pour les délégations de ses propres fonctions aux adjoints ou conseillers municipaux.

Il ajoute que lorsque le Maire se trouve dans un cas d'empêchement, le Conseil Municipal redevient décisionnaire dans les matières qu'il lui a déléguées, le conseil pouvant cependant prévoir et organiser par avance la suppléance du Maire empêché en décidant que dans une telle situation, les décisions dans les matières déléguées seront prises par un adjoint, ou à défaut, un conseiller municipal dans les conditions fixées par l'article L.2122-17 du CGCT.

Le Maire indique que le Maire délégataire du Conseil Municipal a un devoir d'information périodique de l'assemblée délibérante puisqu'il est tenu de rendre compte, lors des réunions du conseil, des décisions qu'il a prises en vertu des délégations reçues.

Le Maire rappelle au Conseil Municipal que la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile (CCPO) est compétente en matière d'urbanisme. Le Président exerce, par délégation, au nom de la CCPO, le Droit de Préemption Urbain (DPU) depuis 2017. Les communs membres ont la faculté de solliciter la délégation de ce DPU à leur profit, ou au profit de l'Etablissement Public Foncier Local, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, en vue de réaliser des actions ou des opérations entrant dans le champ des compétences communales. Etant précisé que cette délégation sera consentie au cas par cas par décision expresse du Président en sa qualité de délégataire du droit de préemption.

Le Maire invite le Conseil Municipal à examiner s'il convient de faire appliquer tout ou partie de l'article L.2122-22 du CGCT.

- Vu les articles L.2122-21, L.2122-18, L.2122-22 et L.2122-23 du CGCT,

Le Conseil Municipal,
après avoir entendu le Maire et en avoir délibéré, dans un souci de favoriser une bonne administration communale,
décide à l'unanimité, pour la durée du présent mandat, de confier au Maire les délégations suivantes :

1. Délégations du Conseil Municipal au profit du Maire

1° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget, dont les montants sont inférieurs aux seuils de procédure formalisée fixés par décret ;

2° Passer les contrats d'assurance et accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

3° Prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans le cimetière ;

4° Accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

5° Fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, commissaires de justice (anciennement huissiers de justice) et experts ;

6° Fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

7° D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas suivants : l'ensemble de ses activités tant devant toutes les juridictions nationales sans exception, constitutionnelle, administratives et judiciaires, tant civiles que pénales, prud'hommales, sociales, commerciales ou ordinaires et ce, tant en première instance qu'en appel ou en cassation, et tant devant les juridictions étrangères ou internationales et ce quels que soient la nature et le montant du litige ; et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000€ pour les communes de moins de 50 000 habitants et de 5 000€ pour les communes de 50 000 habitants et plus ;

Cette délégation est consentie tant en demande qu'en défense et devant toutes les juridictions.

8° Régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite de 10 000,00 € (dix mille euros) par sinistre ;

9° Donner, en application de l'article L. 324-1 du Code de l'Urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local sur le territoire communal ;

10° Signer la convention prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article L. 311-4 du Code de l'Urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté ainsi que pour signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

11° Autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont celle-ci est membre ;

12° Demander à tout organisme financeur l'attribution de subventions sans limite de montant ;

13° Procéder sans limite au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;

Le Conseil Municipal décide de ne pas déléguer au Maire les attributions visées aux alinéas suivants de l'article L2122-22 du CGCT : 1° - 2° - 5° - 7° - 10° - 12° - 13° - 15° - 21° - 22° - 23° - 25° - 28° - 29° de l'article L.2122-22 du CGCT.

Le Conseil Municipal précise, en conséquence, que seules les attributions expressément énumérées ci-dessus font l'objet d'une délégation au Maire, l'ensemble des autres attributions prévues à l'article L.2122-22 du même code demeurant exercées directement par le Conseil Municipal.

2. Autorisation pour le Maire de subdéléguer les délégations sus énumérées.

Le Conseil Municipal autorise expressément le Maire à subdéléguer sa signature en cas d'absence, de suspension, de révocation ou de tout autre empêchement, dans le cadre des délégations consenties par la présente délibération et dans la plénitude de ses fonctions, aux adjoints, dans l'ordre des nominations et, à défaut d'adjoint, par un conseiller municipal désigné par le conseil ou, à défaut, pris dans l'ordre du tableau.

Le Maire aura la charge d'établir les arrêtés municipaux consécutifs.

Par conséquent :

- Mme HIRTZ Edith, 1ère Adjointe, est chargée de prendre au nom du Maire, en cas d'empêchement de sa part, les décisions prévues par les articles L. 2122-21 et L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales dans la limite de celles fixées par le Conseil Municipal dans sa délibération attribuant au Maire certaines délégations,

- M. MAEDER Pascal, 2ème adjoint, est chargé de prendre au nom du Maire, en cas d'empêchement de sa part et d'empêchement de la première adjointe, les décisions prévues par les articles L. 2122-21 et L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales dans la limite de celles fixées par le Conseil Municipal dans sa délibération attribuant au Maire certaines délégations,

- Mme RUFÉ Laurence, 3ème Adjointe, est chargée de prendre au nom du Maire, en cas d'empêchement de sa part et d'empêchement des premier et deuxième adjoints, les décisions prévues par les articles L. 2122-21 et L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales dans la limite de celles fixées par le Conseil Municipal dans sa délibération attribuant au Maire certaines délégations,

- M. HAASER Matthieu, 4ème adjoint, est chargé de prendre au nom du Maire, en cas d'empêchement de sa part et d'empêchement des premier, deuxième et troisième adjoints, les décisions prévues par les articles L. 2122-21 et L. 2122-22 du Code Général des Collectivités

Territoriales dans la limite de celles fixées par le Conseil Municipal dans sa délibération attribuant au Maire certaines délégations.

Le Conseil Municipal approuve à l'unanimité.

10. Désignation des membres du Comité Syndical de la Brigade Verte d'Alsace

La Commune de BERNARDSWILLER est membre du Comité Syndical de la Brigade Verte d'Alsace. Il appartient au Conseil Municipal de désigner le délégué qui représente la Commune au sein de ce comité.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- de désigner Christian SOSSLER, Maire, comme représentant titulaire et Pascal MAEDER, adjoint, comme représentant suppléant de la Commune au Comité Syndical du Syndicat Mixte.

11. Approbation de devis

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré, DECIDE à l'unanimité :

- d'approuver les devis suivants :

- ✓ Celui de l'entreprise BEYLER & FILS avec siège à BARR, d'un montant de 730,39€ HT pour la réparation du capot de la tondeuse débroussailleuse à 3 roues,
- ✓ Celui de l'entreprise ELLIGEO avec siège à OBERNAI, d'un montant de 989,75€ HT pour les frais d'arpentage suite à l'achat par la Commune d'une partie de parcelles au lieudit « Im Seetel ».

12. Convention de mise à disposition de personnel contractuel par le service intérim du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Bas-Rhin

Vu le Code Général de la Fonction Publique, et son article L452-44,

Vu les nécessités de pallier aux absences momentanées d'agents municipaux, ou de faire face à des accroissements temporaires d'activité,

Considérant que le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Bas-Rhin propose un service d'intérim public en mettant à disposition des agents contractuels auprès des collectivités et établissements publics bas-rhinois,

Après en avoir délibéré,

le Conseil Municipal à l'unanimité :

- autorise le Maire à faire appel, en tant que de besoin, au service intérim du CDG 67, en fonction des nécessités de services,
- autorise le Maire à signer toute convention de mise à disposition d'un agent du service intérim avec Monsieur le Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Bas-Rhin ainsi que les documents y afférents,
- dit que les dépenses nécessaires, liées à ces mises à dispositions de personnel par le CDG 67, seront autorisées après avoir été prévues au Budget.

13. Divers

Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels (DUERP)

La réunion de restitution du DUERP aura lieu jeudi 9 avril 2026.

Sous-commission départementale de la sécurité

Le Maire rappelle que la commission de sécurité du Service d'Incendie et de Secours du Bas-Rhin a effectué une visite de l'église le 14 novembre dernier.

Le 2 avril prochain, elle se réunira pour émettre un avis sur les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.



Le Maire,
Christian SOSSLER

Le Secrétaire,
Baptiste EBEL

Accusé de réception en préfecture
067-216700310-20260320-20032026-DE
Date de télétransmission : 10/04/2026
Date de réception préfecture : 10/04/2026

DÉPARTEMENT
BAS-RHIN

COMMUNE :

Toutes les communes

ARRONDISSEMENT
SELESTAT-ERSTEIN

Élection du maire et
des adjoints

Effectif légal du conseil municipal
15

PROCÈS-VERBAL

DE L'ÉLECTION DU MAIRE ET DES ADJOINTS

Nombre de conseillers en exercice
15

L'an deux mille vingt-six, le vingt du mois de mars à dix-neuf heures zéro minutes, en application des articles L. 2121-7 et L. 2122-8 du code général des collectivités territoriales (CGCT), s'est réuni le conseil municipal de la commune de BERNARDSWILLER

Étaient présents les conseillers municipaux suivants (indiquer les nom et prénom d'un conseiller par case) :

SOSSLER Christian
HIRTZ Edith
MAEDER Pascal
RUFI Laurence
HAASER Matthieu
PFISTER Fabienne
FRITZ Julien
OSSWALD Geneviève
SCHNEIDER Gilbert
KUNTZ Laurence
HEILIGENSTEIN Julien
KORTHALS Christine
MOTZ Nicolas
TACHET Virginie
EBEL Baptiste

Absents ¹ : néant.

¹ Préciser s'ils sont excusés.

1. Installation des conseillers municipaux²

La séance a été ouverte sous la présidence de M. Gilbert SCHNEIDER, doyen d'âge, qui a déclaré les membres du conseil municipal cités ci-dessus (présents et absents) installés dans leurs fonctions.

M. Baptiste EBEL a été désigné en qualité de secrétaire par le conseil municipal (art. L. 2121-15 du CGCT).

2. Élection du maire

2.1. Présidence de l'assemblée

Le plus âgé des membres présents du conseil municipal a pris la présidence de l'assemblée (art. L. 2122-8 du CGCT). Il a procédé à l'appel nominal des membres du conseil, a dénombré quinze conseillers présents et a constaté que la condition de quorum posée à l'article L. 2121-17 du CGCT était remplie³.

Il a ensuite invité le conseil municipal à procéder à l'élection du maire. Il a rappelé qu'en application des articles L. 2122-4 et L. 2122-7 du CGCT, le maire est élu au scrutin secret et à la majorité absolue parmi les membres du conseil municipal. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

2.2. Constitution du bureau

Le conseil municipal a désigné deux assesseurs au moins :

Mme Laurence KUNTZ et M. Nicolas MOTZ.

2.3. Déroulement de chaque tour de scrutin

Chaque conseiller municipal, à l'appel de son nom, s'est approché de la table de vote. Il a fait constater au président qu'il n'était porteur que d'une seule enveloppe du modèle uniforme fourni par la mairie. Le président l'a constaté, sans toucher l'enveloppe que le conseiller municipal a déposée lui-même dans l'urne ou le réceptacle prévu à cet effet. Le nombre des conseillers qui n'ont pas souhaité prendre part au vote, à l'appel de leur nom, a été enregistré.

Après le vote du dernier conseiller, il a été immédiatement procédé au dépouillement des bulletins de vote. Les bulletins et enveloppes déclarés nuls par le bureau en application de l'article L. 66 du code électoral ont été sans exception signés par les membres du bureau et annexés au procès-verbal avec mention de la cause de leur annexion. Ces bulletins et enveloppes ont été annexés les premiers avec leurs enveloppes, les secondes avec leurs bulletins, le tout placé dans une enveloppe close jointe au procès-verbal portant l'indication du scrutin concerné. Il en va de même pour les bulletins blancs qui sont décomptés séparément et annexés au procès-verbal. Ils n'entrent pas en compte pour la détermination des suffrages exprimés, mais il en est fait spécialement mention dans les résultats des scrutins. Une enveloppe ne contenant aucun bulletin est assimilée à un bulletin blanc (article L. 65 du code électoral).

Lorsque l'élection n'a pas été acquise lors d'un des deux premiers tours de scrutin, il a été procédé à un nouveau tour de scrutin.

² Ce paragraphe n'est pas rempli lorsque l'élection du maire et des adjoints a lieu en cours de mandature.

³ Majorité des membres en exercice du conseil municipal ou nouvelle convocation sans condition de quorum.

2.4. Résultats du premier tour de scrutin

- a. Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote..... 0
- b. Nombre de votants (enveloppes déposées) 15
- c. Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau (art. L. 66 du code électoral) 0
- d. Nombre de suffrages blancs (art. L. 65 du code électoral) 1
- e. Nombre de suffrages exprimés [b – c-d] 14
- f. Majorité absolue ⁴ 8

INDIQUER LES NOM ET PRÉNOM DES CANDIDATS (dans l'ordre alphabétique)	NOMBRE DE SUFFRAGES OBTENUS	
	En chiffres	En toutes lettres
M. SOSSLER Christian	14	quatorze

2.5. Résultats du deuxième tour de scrutin ⁴

- a. Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote.....
- b. Nombre de votants (enveloppes déposées)
- c. Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau (art. L. 66 du code électoral)
- d. Nombre de suffrages blancs (art. L. 65 du code électoral)
- e. Nombre de suffrages exprimés [b – c-d]
- f. Majorité absolue ⁴

INDIQUER LES NOM ET PRÉNOM DES CANDIDATS (dans l'ordre alphabétique)	NOMBRE DE SUFFRAGES OBTENUS	
	En chiffres	En toutes lettres

2.6. Résultats du troisième tour de scrutin ⁵

- a. Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote.....
- b. Nombre de votants (enveloppes déposées)
- c. Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau (art. L. 66 du code électoral)
- b. d. Nombre de suffrages blancs (art. L. 65 du code électoral)
- e. Nombre de suffrages exprimés [b – c-d]

INDIQUER LES NOM ET PRÉNOM DES CANDIDATS (dans l'ordre alphabétique)	NOMBRE DE SUFFRAGES OBTENUS	
	En chiffres	En toutes lettres

⁴ Ne pas remplir les 2.5 et 2.6 si l'élection a été acquise au premier tour.

⁵ Ne pas remplir le 2.6 si l'élection a été acquise au deuxième tour.

2.7. Proclamation de l'élection du maire

M. SOSSLER Christian a été proclamé maire et a été immédiatement installé.

3. Élection des adjoints

Sous la présidence de M. SOSSLER Christian élu maire (ou son remplaçant en application de l'article L. 2122-17 du CGCT), le conseil municipal a été invité à procéder à l'élection des adjoints.

3.1. Nombre d'adjoints

Le président a indiqué qu'en application des articles L. 2122-1 et L. 2122-2 du CGCT, la commune doit disposer au minimum d'un adjoint et au maximum d'un nombre d'adjoints correspondant à 30% de l'effectif légal du conseil municipal, soit 4 adjoints au maire au maximum. Il a rappelé qu'en application des délibérations antérieures, la commune disposait, à ce jour, de trois adjoints. Cependant, le conseil municipal a fixé, ce jour, à quatre le nombre des adjoints au maire de la commune. Pour rappel, le nombre d'adjoints en 2020 était de quatre. Avec le décès de M. MOTZ, Maire de l'époque, le 1er adjoint élu Maire en juillet dernier a décidé de finir le mandat avec les trois adjoints en poste. Si un seul adjoint doit être élu, le président a rappelé qu'il est élu selon les mêmes modalités que le maire, à savoir au scrutin uninominal secret et à la majorité absolue (*dans ce cas de figure, ne pas remplir la partie 3.2 et passer directement à la partie 3.3*).⁶

3.2. Listes de candidats aux fonctions d'adjoint au maire

Le maire (ou son remplaçant) a rappelé que les adjoints sont élus au scrutin secret de liste à la majorité absolue, sans panachage ni vote préférentiel parmi les membres du conseil municipal. **Chaque liste est composée alternativement d'un candidat de chaque sexe.** Si, après deux tours de scrutin, aucune liste n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, les candidats de la liste ayant la moyenne d'âge la plus élevée sont élus (art. L. 2122-4 et L. 2122-7-2 du CGCT).

Le conseil municipal a décidé de laisser un délai de cinq minutes pour le dépôt, auprès du maire, des listes de candidats aux fonctions d'adjoint au maire qui doivent comporter autant de conseillers municipaux que d'adjoints à désigner.

A l'issue de ce délai, le maire (ou son remplaçant) a constaté qu'une liste de candidats aux fonctions d'adjoint au maire avaient été déposée. Cette liste a été jointe au présent procès-verbal. Elle est mentionnée dans le tableau de résultats ci-dessous par l'indication du nom du candidat placé en tête de chaque liste. Il a ensuite été procédé à l'élection des adjoints au maire, sous le contrôle du bureau désigné au 2.2 et dans les conditions rappelées au 2.3.

3.3. Résultats du premier tour de scrutin

a. Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote.....	0
b. Nombre de votants (enveloppes déposées)	15
c. Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau (art. L. 66 du code électoral)	0
d. Nombre de suffrages blancs (art. L. 65 du code électoral)	2
e. Nombre de suffrages exprimés [b – c-d]	13
f. Majorité absolue ⁴	8

⁶ Rayer cette dernière phrase si au moins deux adjoints doivent être élus

INDIQUER LES NOM ET PRÉNOM DE CHAQUE CANDIDAT PLACÉ EN TÊTE DE LISTE (dans l'ordre alphabétique)	NOMBRE DE SUFFRAGES OBTENUS	
	En chiffres	En toutes lettres
Mme HIRTZ Edith	13	treize

3.4. Résultats du deuxième tour de scrutin ⁷

- a. Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote.....
- b. Nombre de votants (enveloppes déposées)
- c. Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau (art. L. 66 du code électoral)
- d. Nombre de suffrages blancs (art. L. 65 du code électoral)
- e. Nombre de suffrages exprimés [b – c-d]
- f. Majorité absolue ⁴

INDIQUER LES NOM ET PRÉNOM DE CHAQUE CANDIDAT PLACÉ EN TÊTE DE LISTE (dans l'ordre alphabétique)	NOMBRE DE SUFFRAGES OBTENUS	
	En chiffres	En toutes lettres

3.5. Résultats du troisième tour de scrutin ⁸

- a. Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote.....
- b. Nombre de votants (enveloppes déposées)
- c. Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau (art. L. 66 du code électoral)
- b. d. Nombre de suffrages blancs (art. L. 65 du code électoral)
- e. Nombre de suffrages exprimés [b – c-d]

INDIQUER LES NOM ET PRÉNOM DE CHAQUE CANDIDAT PLACÉ EN TÊTE DE LISTE (dans l'ordre alphabétique)	NOMBRE DE SUFFRAGES OBTENUS	
	En chiffres	En toutes lettres

3.6. Proclamation de l'élection des adjoints

Ont été proclamés adjoints et immédiatement installés les candidats figurant sur la liste conduite par Mme HIRTZ Edith. Ils ont pris rang dans l'ordre de cette liste, tels qu'ils figurent sur la feuille de proclamation ci-jointe.

⁷ Ne pas remplir les 3.4 et 3.5 si l'élection a été acquise au premier tour.

⁸ Ne pas remplir le 3.5 si l'élection a été acquise au deuxième tour.

4. Observations et réclamations ⁹

5. Clôture du procès-verbal

Le présent procès-verbal, dressé et clos, le vingt mars deux mille vingt-six à dix-neuf heures, vingt-huit minutes, en double exemplaire ¹⁰ a été, après lecture, signé par le maire, le conseiller municipal le plus âgé, les assesseurs et le secrétaire.

Le maire,



Le conseiller municipal le plus âgé,

Les assesseurs,

Le secrétaire,

⁹ Si les observations et réclamations sont trop longues pour être consignées dans cet espace, elles sont rédigées sur une feuille annexe, signée et paraphée par les membres du bureau, qui est jointe au procès-verbal. Mention de cette annexe est faite au bas du paragraphe « Observations et réclamations ».

¹⁰ Le premier exemplaire du procès-verbal est conservé au secrétariat de la mairie avec les déclarations de candidature et un exemplaire de la feuille de proclamation. Le second exemplaire doit être aussitôt transmis, avec toutes les autres pièces annexées, au représentant de l'État.